

PREMIÈRE PARTIE

Texte 1

À la suite de l'entrée en vigueur du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie, ces deux pays ont acquis le statut d'État membre, le 1^{er} janvier.

Le 6 novembre, la Commission a adopté une communication intitulée «*Document de stratégie pour l'élargissement et principaux défis pour 2007-2008*». La communication se réfère à l'agenda actuel de l'élargissement, qui couvre les pays des Balkans occidentaux et la Turquie. Elle fait suite au consensus renouvelé sur l'élargissement, adopté par le Conseil européen en décembre 2006. Ce consensus repose sur le principe de consolidation des engagements, une conditionnalité équitable et rigoureuse et une meilleure communication avec le public, le tout combiné avec la capacité de l'Union à intégrer de nouveaux membres. La communication identifie les mesures prises pour améliorer la qualité du processus d'élargissement en entreprenant des réformes difficiles dès le début du processus, en utilisant pleinement des critères de référence, en contribuant à une transparence accrue du processus de négociation et en élaborant les premières études d'impact dans des domaines politiques clés. Elle présente par ailleurs une approche visant à relever les principaux défis dans les pays candidats à l'adhésion, tels que le renforcement de la puissance publique, l'État de droit, la réconciliation, les réformes administratives et judiciaires, la lutte contre le crime organisé et la corruption. La communication propose, en outre, des mesures permettant d'aider ces pays sur la voie de leur adhésion, telles qu'un dispositif destiné à promouvoir le développement de la société civile et le dialogue, ainsi qu'une coordination renforcée entre les bailleurs de fonds, et d'encourager le soutien de l'opinion publique en faveur des élargissements ultérieurs.

Première partie, compréhension de texte VRAI / FAUX

Après une lecture attentive du texte ci-dessus dites si les affirmations suivantes sont VRAIES ou FAUSSES. Cochez d'une croix la bonne case de la grille des réponses, ainsi:

	VRAI	FAUX
0)		X
1)		

- 1) Le texte se réfère à une communication visant les Etats membres et candidats de l'Union européenne.
- 2) La République de Bulgarie et de la Roumanie ont acquis le statut d'Etat membre le 1^{er} janvier.
- 3) La communication intitulée « Document de stratégie pour l'élargissement et principaux défis pour 2007-2008 » est adressée à la Commission européenne.
- 4) La communication se réfère à l'agenda actuel de l'élargissement qui couvre tous les pays des Balkans et la Turquie.
- 5) Cette communication fait suite au consensus adopté par le Conseil européen fin 2006.
- 6) La communication veut améliorer la qualité du processus d'élargissement.
- 7) Le processus de négociation varie selon les pays candidats à l'adhésion.
- 8) Des études d'impact sont élaborées dans des domaines politiques clés.
- 9) Ce sont le développement de la société civile et le dialogue qui permettent l'adhésion à l'Union européenne des pays candidats.
- 10) L'opinion publique n'est pas favorable à des élargissements ultérieurs.

Première partie, compréhension de texte: SYNONYMES.

Faites correspondre les 10 mots de la colonne de gauche (soulignés dans le texte 1) aux synonymes suivants: inscrivez les lettres dans la bonne case. Le premier est donné en exemple :

Mots dans le texte	Synonymes
1) entrée en vigueur	b)
2) repose	

Mots dans le texte	Synonymes
1) entrée en vigueur	a) l'aide
2) repose	b) l'application
3) equitable	c) la route
4) combine	d) aussi
5) dès	e) agrandie
6) accrue	f) depuis
7) clés	g) essentielles
8) defies	h) est fondé
9) en outré	i) impartiale
10) la voie	j) objectifs
11) le soutien	k) associé

DEUXIÈME PARTIE

Usage de la langue et compréhension

Un questionnaire à choix multiple portant sur le texte 2 vous est proposé ci-dessous. La première partie (questions 1 à 10) concerne l'usage de la langue, la deuxième partie (questions 11 à 20) vérifie votre compréhension. Cochez d'une croix la case de la grille qui correspond à la bonne réponse.

Texte 2

Serbie

Une réunion dans le cadre du dialogue politique avec la Serbie a eu lieu en mars au niveau ministériel. En novembre, la Commission a adopté une proposition de décision concernant la signature d'un accord de stabilisation et d'association. Une coopération pleine et entière avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) est requise avant que l'accord 1) être signé.

Le 10 décembre, sur la base du rapport de suivi de la Commission du 6 novembre, le Conseil a invité le pays à poursuivre 2) efforts de réforme, notamment dans les

secteurs judiciaire et de la sécurité, ainsi que de la lutte contre la corruption et **3)** réformes économiques structurelles. Compte tenu des capacités institutionnelles de la Serbie, le Conseil est persuadé que ce pays sera en mesure d'assurer la mise en œuvre d'un futur accord de stabilisation et d'association et d'accélérer ses préparatifs sur la voie de l'Union européenne.

En mars, l'envoyé spécial des Nations unies **4)** de superviser les pourparlers sur le statut final du Kosovo, l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, a présenté sa proposition globale de règlement portant statut du Kosovo au secrétaire général des Nations unies. Aucun accord n'ayant été trouvé par le Conseil de sécurité des Nations unies sur le futur statut du Kosovo, une série de réunions et de pourparlers directs entre Priština et Belgrade ont débuté le 28 septembre, sous l'égide et grâce à la médiation d'une troïka Union européenne - États-Unis - Russie. Ces pourparlers n'ayant abouti à aucun résultat, le groupe de contact de la troïka a présenté son rapport factuel sur le processus **5)** secrétaire général des Nations unies, le 7 décembre. Deux réunions du mécanisme de suivi du processus de stabilisation et d'association avec le Kosovo, selon le statut **6)** par la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies, ont eu lieu en mars et en novembre.

Le 10 décembre, le Conseil a pris acte des progrès accomplis par les institutions provisoires d'administration autonome pour faire face à **7)** priorités, mais il a souligné que des efforts considérables **8)** nécessaires pour renforcer l'État de droit, la politique de lutte contre la corruption et contre la criminalité organisée, ainsi que pour intensifier le dialogue entre les communautés. Il a rappelé **9)** il était important d'assurer la poursuite de la mise en œuvre effective des normes pour le Kosovo, notamment la protection des minorités, des sites historiques et religieux, et a souligné que le règlement du statut du Kosovo faciliterait l'avancement de la réalisation du programme de réforme. Le Conseil a confirmé que l'Union européenne continuerait d'assumer ses responsabilités au Kosovo.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Le 5 mars, le Conseil a prorogé une nouvelle fois les mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY. Ces mesures visent à interdire l'entrée dans l'Union européenne de personnes qui mènent des activités susceptibles d'aider les individus inculpés par le TPIY à continuer d'échapper à la justice ou qui, par ailleurs, agissent d'une manière **10)** pourrait empêcher le Tribunal de s'acquitter dûment de son mandat.

Questions: usage de la langue

Une coopération pleine et entière avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie est requise avant que l'accord **1)** être signé.

1) a) peut ; b) pouvait ; c) pourra ; d) puisse

le Conseil a invité le pays à poursuivre **2)** efforts de réforme

2) a) ces ; b) c'est ; c) ses ; d) sait

... ainsi que de la lutte contre la corruption et **3)** réformes économiques structurelles.

3) a) de les ; b) dès ; c) des ; d) de

... l'envoyé spécial des Nations unies **4)** de superviser les pourparlers sur le statut final du Kosovo ...

4) a) chargé ; b) chargée ; c) chargées ; d) chargés

... le groupe de contact de la troïka a présenté son rapport factuel sur le processus **5)**
secrétaire général des Nations unies ...

5) a) à le ; b) au ; c) à ; d) aux

... selon le statut **6)** par la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ...

6) a) définit ; b) définie ; c) défini ; d) définis

... pour faire face à **7)** priorités ...

7) a) certes ; b) certains ; c) certaine ; d) certaines

... il a souligné que des efforts considérables **8)** nécessaires pour renforcer l'État de droit ...

8) a) était ; b) étions ; c) étaient ; d) été

Il a rappelé **9)** il était important d'assurer la poursuite de la mise en œuvre effective des normes pour le Kosovo ...

9) a) quand ; b) combien ; c) quant ; d) où

Ces mesures visent à interdire l'entrée dans l'Union européenne de personnes qui mènent des activités susceptibles d'aider les individus inculpés par le TPIY à continuer d'échapper à la justice ou qui, par ailleurs, agissent d'une manière **10)** pourrait empêcher le Tribunal de s'acquitter dûment de son mandat.

10) a) qui ; b) que ; c) dont ; d) lequel

Questions : compréhension

11) Le texte dit:

- a) l'accord de stabilisation et d'association a été écrit par les ministres serbes en mars.
- b) La signature de l'accord de stabilisation et d'association a été proposé par la Commission européenne en novembre.
- c) La décision de signer l'accord de stabilisation et d'association a été proposée par le Tribunal pénal international.
- d) L'accord de stabilisation et d'association requiert une coopération pleine et entière de l'ex-Yougoslavie.

12) Le texte dit:

- a) La signature de l'accord dépend d'une coopération avec le Tribunal pénal international avec l'ex-Yougoslavie.
- b) La signature de l'accord dépend de la coopération du Tribunal pénal international et de la Commission européenne.
- c) La signature de l'accord dépend de la coopération de la Serbie avec la Tribunal pénal international.
- d) La signature de l'accord dépend de la coopération de la Serbie avec l'ex-Yougoslavie.

13) Le texte dit:

- a) La Serbie est obligée de réformer son secteur judiciaire et sa sécurité.
- b) La Commission veut lutter contre la corruption en Serbie.
- c) La Serbie est invitée à poursuivre ses efforts de réforme par le Conseil de l'Europe.
- d) La Commission aide la Serbie à poursuivre des réformes économiques structurelles.

- 14) Martti Ahtisaari est:
- a) Le président finlandais.
 - b) Le secrétaire général des Nations Unies.
 - c) Un envoyé spécial des Nations Unies.
 - d) Un délégué finlandais des Nations Unies.
- 15) Une série de réunions entre Priština et Belgrade ont débuté le 28 septembre:
- a) menées par la direction du secrétaire général des Nations Unies.
 - b) grâce à la médiation de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Russie.
 - c) Entre l'ex-Yougoslavie et l'Union européenne.
 - d) Entre l'ex-Yougoslavie, la Russie et l'Union européenne.
- 16) Un accord sur le futur statut du Kosovo:
- a) n'a pas été approuvé par le Conseil de sécurité des Nations unies.
 - b) va être signé dans quelques mois.
 - c) a été approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies.
 - d) ne devrait pas être signé l'année prochaine.
- 17) Le Conseil considère que:
- a) les institutions provisoires d'administration étaient excellentes.
 - b) les secteurs judiciaires et de la sécurité étaient très actifs.
 - c) la lutte contre la corruption et contre la criminalité organisée devrait être renforcée.
 - d) le dialogue entre les communautés est suffisant.
- 18) Le texte dit:
- a) Le Conseil poursuit la mise en œuvre effective des normes pour le Kosovo.
 - b) Le Conseil souligne l'avancement de la réalisation du programme du statut du Kosovo.
 - c) Le Conseil veut protéger les minorités, les sites historiques et religieux.
 - d) Le Conseil estime que l'avancement de la réalisation du programme de réforme dépend du règlement du statut du Kosovo.
- 19) Le 10 décembre le Conseil européen:
- a) a confirmé son intention d'assumer ses responsabilités au Kosovo
 - b) refuse d'assumer ses responsabilités au Kosovo
 - c) doit assumer ses responsabilités au Kosovo
 - d) aimerait assumer le rôle de contrôle au Kosovo.
- 20) Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie:
- a) punit les personnes qui aident les individus inculpés par le TPIY
 - b) refuse l'entrée dans l'Union européenne des personnes susceptibles d'avoir des activités hors-la-loi
 - c) interdit dans l'Union européenne les activités d'aide aux individus inculpés par le TPIY
 - d) renvoie dans leur pays les personnes inculpées par le TPIY.

TROISIÈME PARTIE

Traduction

Lisez le texte en italien ci-dessous, en faisant particulièrement attention aux passages mis en évidence et numérotés de 1) à 10). Pour chacun d'entre eux choisissez la bonne traduction en français parmi les quatre solutions a), b), c), d) proposées. Ecrivez vos réponses dans la grille qui suit.

Indagine sulle competenze linguistiche in Europa

Eurobarometro, il servizio di sondaggi e analisi della Commissione europea, ha realizzato due progetti di ricerca sulle competenze linguistiche dei cittadini europei e i loro atteggiamenti **1) nei confronti delle lingue**.

I sondaggi **2) si sono svolti** nel 2001 e nel 2006, con un intervallo di tempo sufficiente per rilevare eventuali cambiamenti. **3) A causa** dell'allargamento dell'UE, però, il secondo sondaggio è stato più ampio rispetto al primo. Il sondaggio del 2006, infatti, comprendeva i dieci Stati membri che hanno aderito nel 2004, nonché Bulgaria, Croazia, Romania e Turchia.

La maggioranza degli europei parla una lingua straniera

I risultati dei sondaggi sono piuttosto interessanti **4) per molti aspetti**. Nel 2001, il 53% degli intervistati ha affermato di saper parlare una lingua straniera accanto alla propria. Nel 2006, tale quota è salita **5) al 56%**. I più poliglotti sono i lussemburghesi, dato che il 99% di loro parla almeno un'altra lingua straniera, **6) seguiti dagli slovacchi** (97%) e dai lettoni (95%).

7) Nel 2006, il 28% degli intervistati ha affermato di parlare due lingue straniere, contro il 26 del 2001. Le seconde lingue più diffuse sono l'inglese, il francese e il tedesco, seguite dallo spagnolo e dal russo.

Complessivamente, i sondaggi hanno mostrato che gli Stati membri più piccoli, con più di una lingua ufficiale, vantano **8) i livelli più alti** di multilinguismo. Ciò vale anche per i paesi **9) la cui** lingua è poco diffusa o che hanno un certo "scambio linguistico" coi paesi vicini. **10) Solo sei Stati membri** hanno registrato una maggioranza di monolingui nel 2006: l'Irlanda (66% della popolazione parla solo la propria lingua materna), il Regno Unito (62%), l'Italia (59%), l'Ungheria (58%), il Portogallo (58%) e la Spagna (56%).

Solo una minoranza di europei considera poco importante lo studio delle lingue, per la precisione l'8% nel 2006, con una leggera differenza rispetto al 7% del 2001.

- 1) a) par rapport aux langues; b) en confront aux langues; c) par rapport à les langues; d) en concernant les langues.
- 2) a) ont été menés; b) on été menés; c) ont été menés; d) ont été mené.
- 3) a) à cause que; b) en raison de; c) en raison que; d) en cause de.
- 4) a) pour nombres aspects; b) pour de nombreux aspects; c) pour beaucoup aspects; d) pour des nombreux aspects.
- 5) a) 56%; b) à les 56%; c) aux 56%; d) à 56%.
- 6) a) suivis des Slovaques; b) suivi par les Slovaques; c) suivis par des Slovaques; d) suivis de les Slovaques.
- 7) a) Dans le 2006; b) En 2006; c) Dans 2006; d) Le 2006.
- 8) a) les niveaux les plus hauts; b) les niveaux plus hauts; c) plus hauts niveaux; d) niveaux plus hauts.
- 9) a) dont; b) de laquelle; c) où; d) que.
- 10) a) Seulement six Etats membres; b) Seul six Etats membres; c) Seule six Etats membres; d) Seuls six Etats membres.

QUATRIÈME PARTIE : Usage de la langue

Dans le texte ci-dessous, il y a 11 espaces vides (0-10). Choisissez l'UNE des solutions de a) à l) proposées pour remplir chaque blanc, et cochez vos réponses dans la grille correspondante (la première solution est donnée comme exemple) :

0	k
1	

Chaque solution ne peut être utilisée qu'une seule fois. Attention: il y a un intrus dans la liste des mots.

L'Europe en tant que partenaire mondial

Contexte

Renforcement du rôle de l'Union en tant qu'acteur global

À la **0)** _____ de la réunion **1)** _____ des chefs d'État ou de gouvernement de Hampton Court, en octobre 2005, il avait été **2)** _____ que l'Union européenne devait prendre des **3)** _____ pour renforcer son action extérieure et le **4)** _____ entre politiques internes et politiques externes, malgré le revers **5)** _____ par le traité établissant une Constitution pour l'Europe. En ce sens, en 2006, la Commission a adopté une communication présentant une série de propositions concrètes, qui visent à renforcer la cohérence, l'efficacité et la **6)** _____ de l'Europe dans le monde mais qui ne nécessitent pas de modification du traité. L'objectif est de renforcer le rôle de l'Union en tant qu'acteur global à travers une **7)** _____ planification stratégique et un débat des intérêts de la planification stratégique à chaque nouvelle présidence du Conseil européen, un renforcement de la **8)** _____ entre la Commission et le secrétariat du Conseil, un approfondissement des relations avec les États membres à travers un **9)** _____ d'échange de personnel avec leurs **10)** _____ diplomatiques et le secrétariat du Conseil et, enfin, une amélioration de la reddition des comptes concernant l'action extérieure de l'Union, de l'information des citoyens et de la visibilité de l'Union dans le monde.

- a) convenu b) meilleure c) subi d) programme e) mesures f) coopération g) services
 h) association i) lien j) informelle k) suite l) visibilité